

Communiqué de presse

Priorités internationales - un budget 2011 déphasé par rapport aux valeurs canadiennes L'aide au développement et les changements climatiques doivent primer sur les dépenses militaires

Le 17 mars 2011

Les organismes de la société civile canadienne ont fait état aujourd'hui de graves préoccupations au sujet des priorités de dépenses prévues sur le plan international dans le budget de 2011, qui doit être déposé le 22 mars. En effet, le gouvernement prévoit actuellement de plafonner l'aide étrangère et prendra peu de dispositions visant le financement des mesures d'adaptation aux changements climatiques, alors que les dépenses militaires continuent d'augmenter.

« Le budget fédéral de 2011 en dira long sur les priorités du gouvernement du Canada, souligne Steve Staples, de l'Institut Rideau, un groupe de recherche sur les politiques de défense. Le secteur où on observe une croissance, c'est le secteur militaire, où les dépenses sont plus élevées que jamais depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Et cette tendance se maintiendra, notamment avec le projet controversé de faire l'acquisition d'une flotte de chasseurs F-35. »

Un rapport récent du directeur parlementaire du budget, Kevin Page, estime le coût de ces chasseurs à environ 29 milliards de dollars, soit près du double de ce que le gouvernement a prévu. Le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), de son côté, a calculé que les fonds consacrés aux seuls chasseurs à réaction représentent les deux tiers de ce qui est nécessaire au Canada pour atteindre l'objectif de 0,7 % du RNB en matière d'aide étrangère d'ici 2020.

À partir du budget de 2011, l'aide étrangère sera plafonnée pour longtemps, à environ 5,44 milliards de dollars, soit 0,32 % du RNB du Canada. Bien que de timides augmentations aient été apportées récemment, le Canada a déjà chuté au 18^e rang des 23 pays donateurs. L'aide étrangère étant bloquée, on s'attend à ce que le ratio de l'APD canadienne soit de 0,28 % du RNB en 2014, ce qui renvoie le pays dans le peloton de queue des donateurs officiels.

« La croissance de l'économie canadienne est plus rapide que prévu et donne lieu à l'une des reprises les plus fortes de tous les pays industrialisés, rappelle Gerry Barr, président-directeur général du CCCI. Pourtant, le Canada abdique son rôle de pays donateur, tandis que d'autres États, qui sont aux prises avec des difficultés économiques plus importantes, comme le Royaume-Uni, honorent leurs engagements en matière d'augmentation de l'aide. »

Les organismes souhaitent que ce budget confirme l'affectation de 400 millions de dollars par année en 2011 et 2012 à l'aide aux pays en développement dans le domaine du réchauffement climatique. « En 2010, la contribution financière du Canada à la lutte contre le changement climatique accordait peu d'importance à l'adaptation, consacrant seulement 11 % du total à cette priorité, affirme Gerry Barr. En 2011, il sera important que cette contribution ne revienne pas à "déshabiller Pierre pour habiller Paul". Un soutien réservé aux mesures de lutte contre le changement climatique est essentiel pour les plus pauvres de la planète, mais ces fonds doivent être nouveaux, et non soustraits du budget d'aide "gelé" du Canada. »

« Les citoyens canadiens sont préoccupés par l'économie, ajoute Steven Staples. Mais ils souhaitent aussi voir des mesures concrètes dans le domaine de la pauvreté mondiale, de l'environnement et de la paix. Le prochain budget risque d'être fondamentalement en contradiction avec les valeurs des Canadiens et leur vision du rôle du pays dans le monde. »

Le CCCI réclame du gouvernement qu'il profite du budget de la semaine prochaine pour annoncer l'engagement d'augmenter l'aide durant les dix prochaines années, afin d'atteindre l'objectif de 0,7 % de l'ONU, et de réallouer les fonds destinés aux chasseurs F-35 à cet objectif et à l'augmentation de la contribution financière à la lutte contre le changement climatique après 2012.

Renseignements

François Demers
Agent de communication, CCCI
613-241-7007, poste 311

Steven Staples
Président, Institut Rideau
Cellulaire : 613-290-2695